

Avant le 15 octobre 1936, l'U. R. S. S. ne s'occupe en rien de l'Espagne et souscrit au pacte de « non-intervention ». Mais, en octobre, quand la République est au bord de l'abîme, sans armes ni munitions, quand Madrid va succomber, la Russie, *in extremis*, apporte le minimum de ravitaillement qui va sauver le peuple espagnol et lui permettre de résister. Abandonnée par les démocrates et socialistes français, livrée à l'infâme blocus établi par la France et l'Angleterre, l'Espagne ne peut moins faire qu'accueillir en sauveur l'Union soviétique. Le Parti communiste se gonfle de tous les éléments jusque là apolitiques qui voient en la Russie leur mère protectrice. Le parti socialiste, par la politique imprudente de Caballero qui voulait l'unité à tout prix, avait déjà perdu ses jeunesses devenues les jeunesses socialistes unifiées adhérentes à la Troisième Internationale. Le P. S. sera soumis, de plus en plus, à la pression de la Russie soviétique. Or, le but que celle-ci poursuit en Espagne est clair : écarter le fascisme hitlérien, certes, mais aussi étouffer la révolution prolétarienne, par l'établissement d'un régime démocratique en apparence, autoritaire, centralisé et militarisé en fait, et qui servirait à la Russie de base d'échange vis-à-vis des démocraties capitalistes d'Occident. Pour arriver à ce but, il faut d'une part noyauter et désagréger le P. S. et l'U. G. T., d'autre part briser la C. N. T. et le P. O. U. M. qui sont irréductibles à l'influence stalinienne. Avec une ténacité digne d'un meilleur usage, l'U. R. S. S. et son agent le P. C., détruiront par étapes les conquêtes prolétariennes et les organisations révolutionnaires. Voici les grandes étapes de cette contre-révolution. Le P. C. n'a que deux ministres au gouvernement, mais dès octobre, il introduit ses hommes dans les services de l'état-major de l'armée, du *contre-espionnage*. La création des brigades internationales qui, par ailleurs, ont rendu d'immenses services à la lutte contre le fascisme, renforça l'influence militaire du P. C. qui plaça ses commissaires politiques dans tous les bataillons de l'armée. Ces précautions prises, le P. C. pouvait lancer sans risque le mot d'ordre : création de l'armée populaire. Une armée centralisée et unifiée est indispensable pour vaincre le fascisme. De cela, personne ne doute, pas même la plupart des anarchistes : mais l'existence d'une armée pose un redoutable problème politique : aux mains de qui sera cette armée ? Le P. C. et l'U. R. S. S. ont résolu le problème en prenant, *en fait* sinon en facade, la direction de l'armée, qui, dans leurs mains, peut devenir un instrument servant à toute autre chose qu'à la Révolution. Mais l'armée ne sera utilisable pour des fins contre-révolutionnaires que dans la mesure où l'influence des partis révolutionnaires sera détruite et où le peuple sera désarmé. C'est à cette tâche que vont s'atteler les staliens.

Dès le 15 décembre, le P. O. U. M. est chassé du gouvernement de Catalogne par la pression directe du consul soviétique Antonov-Ovsenko,

qui met le marché en mains : « Le P. O. U. M. ou des armes ! » Le P.O.U.M. est chassé, mais les armes n'apparaissent pas ; le front d'Aragon, composé en majorité d'anarchistes, reste démuné tout l'hiver.

A Madrid, à Alicante, les journaux du P. O. U. M. et de la C. N. T. sont supprimés ou suspendus.

Puis, il s'agit d'arracher au prolétariat une de ses positions : la gestion démocratique des organes politiques et économiques. Tout cela est accompli au cours du printemps. Sous des prétextes de désordre et de sabotage, on remplace les organismes ouvriers par des fonctionnaires « apolitiques » (lisez : réactionnaires ou staliens) ; on sabote le plan de production de la C.N.T. pour justifier ensuite la décollectivisation ; en avril, la police ouvrière, les patrouilles de contrôle sont dissoutes non sans peine ; la police devient la propriété du gouvernement... et du P. C. Enfin, pour couronner le tout, le coup d'Etat du 3 mai, mené en commun par les staliens et la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie : l'Etat catalan ; coup d'Etat commandé, évidemment, par l'U. R. S. S. et dont le but est d'éliminer complètement l'influence ouvrière du gouvernement catalan. Ce coup échoue partiellement devant la résistance ouvrière ; mais ce qui est acquis, c'est le désarmement systématique du prolétariat, la nomination d'un général à la tête du secteur catalan et la mise hors la loi du P. O. U. M. Mais le gouvernement Caballero est gênant, car il se refuse à la répression anti-ouvrière ; il y a dans son sein quatre ministres anarchistes dont les troupes sont accusées des pires méfaits. De plus, Caballero résiste à la pénétration stalinienne de l'armée. Caballero est donc liquidé par l'intervention toute puissante de la Russie. Le P. C. impose *Negrin*, socialiste réformiste, et *Prieto*, avec le but précis de rétablir l'ordre public, c'est-à-dire la répression anti-ouvrière et la destruction des conquêtes prolétariennes. Les socialistes s'inclinent, car l'Espagne a besoin du ravitaillement soviétique. « *Où le P. O. U. M., ou les armes !* » Tel est l'ABC de la politique actuelle de la Russie en Espagne. Cela, les socialistes, quelles que soient leurs nuances, le savent parfaitement ; mais pour que l'Espagne ne périsse pas sous les coups de Franco, ils courbent la tête avec plus ou moins de docilité sous la férule soviétique.

Les staliens rencontrent de la résistance

La manière particulièrement vulgaire dont le P. C. s'est débarrassé de Caballero, hier encore appelé le « Lénine espagnol », a provoqué et provoque encore des résistances dans les masses ouvrières et même dans les partis républicains. Les socialistes de gauche, dont le leader est Caballero, ont commencé à réagir contre l'absorption grandissante menée par le P. C. La direction de l'U. G. T., avec Pascual Tomas, réagit aussi. Dans les syndicats de Madrid, comme dans ceux des Asturies, deux régions où

le P. C. avait considérablement mordu dans les rangs ouvriers, celui-ci est battu à une écrasante majorité à des élections de délégués syndicaux (il obtient de 12 à 15 % des voix seulement) ; contre la menace commune, voici que s'opère un rapprochement sensible entre l'U. G. T. et la C. N. T.

Aussi, pour empêcher le rapprochement, le P. C. espagnol cherche par tous les moyens à discréditer la gestion de Largo Caballero. Le 2 juin, le ministre communiste de l'instruction publique, Jesus Hernandez, faisait, dans un meeting à Madrid, une longue diatribe contre Caballero que, quelques mois avant, il avait appelé lui-même l'homme de la victoire : « ...On menait le peuple à la catastrophe... La transformation qui s'est produite dans le gouvernement était nécessaire et indispensable, parce que le peuple espagnol se trouve dans l'absolue nécessité de gagner la guerre, même d'écourter les délais de la guerre. Et il savait que pour cela la politique fautive de Largo Caballero signifiait un obstacle insurmontable et qu'il fallait renverser. » Le ministre communiste reproche aussi à Caballero de « n'avoir pas, par faiblesse ou par calcul politique, imposé l'ordre révolutionnaire à l'arrière », c'est-à-dire de n'avoir pas massacré anarchistes et poumistes. Caballero écarté du pouvoir, la presse communiste exige quotidiennement le désarmement encore plus complet des ouvriers catalans, la dissolution du P. O. U. M. et des J. C. I. L'organe stalinien de Madrid « *Mundo Obrero* » et celui de Barcelone « *Treball* » réclament même « la peine de mort pour Gorkin et autres responsables des journées de Mai ».

Cependant, une forte résistance se dessine dans les rangs ouvriers contre les prétentions staliennes. A la suite des attaques contre Caballero, de nombreuses organisations socialistes protestent et décident de rompre toutes relations avec le Parti communiste... Voici quelques extraits de déclarations. Du groupe socialiste de Madrid (1^{er} juin) :

« Tout en faisant la propagande pour l'unité et en couvrant d'éloges, plus que personne, la personnalité de Largo Caballero, cela ne vous a pas empêché, en contrepartie, de tenter d'absorber le Parti socialiste et de le supplanter dans tous les postes qu'il vous a été possible et ce n'est que lorsque ce groupement, et le camarade Caballero avec ceux qui sont en accord avec lui, se sont opposés à vos ambitions, c'est alors seulement que les uns par des agissements déloyaux, les autres sans dissimuler vos projets, vous avez déclaré par vos actes que vous ne vous souciez pas de l'unité par entente avec les partis proches, mais que vous vouliez l'unité par absorption des autres partis. »

Du groupe socialiste de Valence (3 juin) :

« L'assemblée décide, sans porter atteinte à son obéissance au gouvernement actuel, de manifester son regret pour l'action du Comité exécutif national, qui a collaboré avec le P. C. dans le déclenchement inopportun de la der-

nière crise. Elle a décidé également de demander au Comité de la section de retirer ses délégués du Comité de liaison local jusqu'à éclaircissement des agissements politiques du P. C. »

Le 16 juin, la Fédération socialiste du Levant supprime toute collaboration avec le P. C. De même, la Fédération provinciale de Castellon. Dans les Jeunesses socialistes unifiées, la lutte est vive entre la direction communiste et les groupes de base qui sont socialistes.

Le *Mundo Obrero*, déjà cité, et l'*Ahora*, organe central des J. S. U., traitent les jeunes socialistes de « contre-révolutionnaires et même « de provocateurs au service du fascisme » (Ahorra, 9 juin).

Enfin, la Fédération socialiste des Jeunesses du Levant (Valence) rompt avec la direction stalinienne ; de même que la Fédération socialiste des jeunesses asturiennes.

Dans la C. N. T. et les rangs anarchistes, la résistance à l'emprise stalinienne se développe. Le journal C. N. T. de Madrid est suspendu huit jours pour avoir critiqué trop durement le discours du ministre Hernandez, et le grand organe anarcho-syndicaliste de Barcelone, la *Solidaridad Obrera* écrit :

« ...Ce sont les journaux communistes et leurs leaders les plus en vue qui, précisément, se sont le plus distingués par le volume inusité de leurs campagnes contre d'autres secteurs antifascistes et maintenant, sous prétexte de vouloir un arrière sain et uni, ils recommencent à nous parler des trotskistes et des « incontrôlés » de telle façon qu'ils retombent dans la méthode vicieuse d'excitations à la haine... Les camarades communistes procèdent d'ordinaire avec la plus grande légèreté et accusent d'être agents du fascisme ceux qui sont en désaccord avec leur parti et que, pour des raisons politiques, ils décident d'éliminer. »

Enfin, dans un grand discours à Valence (5 juin), où les ministres anarchistes exposaient leur œuvre, l'un d'eux, Jean Peiro, ex-ministre de l'industrie, exposait comment le P. C. avait saboté systématiquement tous les plans de production pour l'industrie de guerre, plans qui pourraient dans une certaine mesure donner à l'Espagne républicaine une petite indépendance économique vis-à-vis de la Russie en premier lieu. Et Jean Peiro, en guise de conclusion, terminait par ces mots : « Je peux vous dire avec toute la sincérité que nous avons eue, nous nous sommes conduits comme de parfaits naïfs... »

Va-t-on supprimer physiquement les révolutionnaires ?

Sentant la sympathie s'amoinrir et les esprits s'éclairer, le P. C. tente un coup de force qu'il espère décisif contre les éléments révolutionnaires. Le contre-espionnage complètement entre ses mains fabrique des documents (il suffit pour cela d'une heure de travail) « prouvant » les liaisons du P. O. U. M.